

Communiqué de presse
Berne, le 8 septembre 2021

L'usam exige le retour à une politique reposant sur des bases factuelles

L'Union suisse des arts et métiers usam critique l'extension du certificat obligatoire. Celle-ci est inappropriée et compromet des chiffres d'affaires et des emplois. Les expériences faites à l'étranger montrent qu'il n'existe pas de lien empirique entre le certificat obligatoire et la baisse du nombre des hospitalisations. En revanche, il est prouvé qu'une grande majorité des personnes hospitalisées sont des personnes de retour de vacances et non vaccinées. L'usam exige que la politique du Conseil fédéral soit axée sur ces faits.

Avec la décision qu'il a prise aujourd'hui, le Conseil fédéral discrimine une fois de plus des branches et des entreprises déjà fortement touchées par les dernières mesures visant à lutter contre la pandémie. Pour la plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'extension du certificat obligatoire à ces mêmes branches est disproportionnée et inappropriée. Les chiffres de l'Office fédéral de la santé publique montrent que les contaminations dans les restaurants, les centres de fitness ou sur le lieu de travail sont très rares. Les entreprises concernées par le certificat obligatoire risquent d'enregistrer des pertes de chiffre d'affaires. Ces entreprises doivent être indemnisées pour les pertes enregistrées.

L'usam demande au Conseil fédéral de revenir à une politique fondée sur des bases factuelles, comme inscrite dans la loi Covid-19. Cette politique se fonde sur la logique de la protection ciblée avec le traçage des contacts, la vaccination, le dépistage et les plans de protection. Au lieu d'étendre le certificat obligatoire, il faut renforcer la campagne de vaccination et augmenter les tests.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 14, portable 079 285 47 09

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.